vinetur

La Grande-Bretagne pourrait perdre 360 pubs en 2026, prévient une fédération de brasseurs

Les prévisions tablent sur environ une fermeture définitive de pub par jour et mettent près de 5 000 emplois en péril, dont plus de la moitié occupés par des moins de 25 ans

dimanche 15 novembre 2026



La Grande-Bretagne pourrait perdre 360 pubs en 2026, mettant près de 5 000 emplois en péril, selon les prévisions de la British Beer and Pub Association, qui signalent la persistance des difficultés financières dans le secteur.

L'estimation de la fédération professionnelle, publiée le samedi 14 novembre, équivaudrait à environ une fermeture définitive de pub par jour si elle se concrétisait. L'association a indiqué que les jeunes travailleurs seraient particulièrement touchés par les pertes d'emplois : plus de la moitié des postes menacés sont actuellement occupés par des personnes de moins de 25 ans.

Selon les chiffres de la BBPA, 295 pubs avaient déjà définitivement fermé en Grande-Bretagne à la fin du mois de septembre. L'Angleterre en comptait 226, tandis que l'Écosse en avait perdu 64 et le pays de Galles, cinq. Si le total atteint 360 sur l'ensemble de l'année, il dépassera les 336 fermetures nettes enregistrées en 2025.

La BBPA a indiqué que près de 2 200 pubs avaient disparu au cours des cinq dernières années, laissant la Grande-Bretagne avec 43 656 établissements à la fin de 2025. La fédération a présenté le chiffre de 360 comme une prévision et une estimation sectorielle, et non comme une liste confirmée d'établissements appelés à fermer. Cette projection renforce néanmoins les inquiétudes liées à la hausse des coûts pour les exploitants de pubs et à ses conséquences sur l'emploi, les fournisseurs et les économies locales.

Les pubs constituent depuis longtemps une porte d'entrée sur le marché du travail pour les adolescents, les étudiants et les jeunes adultes, notamment dans les métiers du service à la clientèle. L'avertissement de la BBPA laisse entendre que toute nouvelle contraction pourrait d'abord toucher cette partie du marché du travail. South West Londoner, cité dans l'article source, a relayé les inquiétudes de Greg Mulholland, défenseur des pubs, selon lequel la pression des coûts réduit les possibilités pour les jeunes à la recherche de leur premier emploi rémunéré.

Dave Law, gérant de l'Eagle Ale House à Battersea, a déclaré à South West Londoner que la fermeture d'un pub indépendant peut coûter aux exploitants à la fois leur gagne-pain et leur logement, tout en réduisant les dépenses qui auraient autrement bénéficié aux artisans et fournisseurs locaux. Les conséquences peuvent largement dépasser

celles qui touchent une seule entreprise. Un pub s’approvisionne généralement auprès de brasseries, de grossistes en boissons, de distributeurs alimentaires, de sociétés de nettoyage et de maintenance, ainsi que d’artistes. Lorsqu’il ferme, une partie de cette demande disparaît avec lui.

Cette situation concerne aussi l’industrie des boissons. Les pubs restent un débouché essentiel pour les brasseurs, les cidriers, les distillateurs et les fournisseurs de vin, en particulier pour les ventes de boissons pression et la consommation sur place. Une baisse durable du nombre de pubs pourrait réduire les commandes dans toute cette chaîne d’approvisionnement et accentuer la pression sur les petits producteurs et distributeurs qui dépendent des établissements locaux.

La répartition régionale des données de la BBPA montre que les fermetures ne sont pas uniformément réparties. En Angleterre, le Sud-Est a enregistré 42 fermetures au cours des neuf premiers mois de 2026, soit le total régional le plus élevé. Le Nord-Ouest suivait avec 39 fermetures. Le Nord-Est affichait le plus faible total en Angleterre, avec 11.

L’association a également indiqué que chaque fermeture définitive de pub coûtait environ 200 000 £ au Trésor britannique en recettes fiscales. Pour 360 fermetures, le manque à gagner atteindrait près de 72 millions de livres sterling au titre des prélèvements sur l’emploi, des droits d’accise sur la bière, de la fiscalité locale des entreprises, de l’impôt sur les sociétés et de la TVA.

La BBPA impute une grande partie des difficultés aux coûts d’exploitation et à la politique fiscale. Elle a indiqué que les mesures annoncées dans le budget de novembre 2025 avaient entraîné 322 millions de livres de coûts supplémentaires pour les pubs et les brasseurs. La fédération a salué la réduction prévue de 20 % de la fiscalité locale des pubs à partir de 2027, mais estime que cette mesure ne suffira pas sans une réforme plus large.

Ses revendications comprennent un système de fiscalité locale des entreprises durablement plus équitable, le gel des droits d’accise sur la bière, un allègement plus important pour les boissons pression et un examen des coûts liés à l’emploi, notamment ceux qui concernent les jeunes travailleurs. La fédération a également fait

valoir que le gouvernement devrait tenir compte du rôle social et économique des pubs, au même titre que de leur contribution fiscale.

Emma McClarkin, directrice générale de la BBPA, a déclaré que les conséquences de la fermeture d'un établissement local dépassaient largement le pub lui-même. Ses propos illustrent un argument régulièrement avancé par le secteur, alors que les exploitants font face à des coûts plus élevés et à des marges plus faibles : la disparition des pubs entraîne des pertes d'emplois, de dépenses locales et de liens communautaires, et pas seulement des pertes dans le secteur de l'hôtellerie-restauration.

Ces chiffres ne signifient pas que 360 pubs ont déjà été désignés pour fermer, et le total de fin d'année dépendra des conditions d'exploitation jusqu'à la fin de 2026. Les dernières données montrent toutefois que le secteur avait déjà enregistré près de 300 fermetures définitives en septembre. Les dirigeants du secteur avertissent que, sans soutien supplémentaire, le parc de pubs de Grande-Bretagne pourrait encore se réduire, à un rythme plus soutenu qu'en 2025.